

- Contribution Économique Territoriale (CET) :
Exonération la première année civile.

La CET est composée de :

* La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)

Imprimé n° 1447-C à déposer avant le 31/12 de la 1ère année.



Suppression de l'envoi postal des avis de CFE-IFER pour toutes les entreprises depuis 2015.

Pensez à créer votre espace professionnel sur le site www.impots.gouv.fr si cela n'est pas déjà fait.

* La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

Déclarations n°2035-E et 1330-CVAE (dispense possible via 2035-E) à déposer si recettes supérieures à 152 500 €, mais imposition uniquement si recettes supérieures à 500 000 €.

Supprimée en 2030.

- Ordinateur :

Une dotation aux amortissements peut être déduite ainsi que les frais d'Internet... Au prorata de l'usage professionnel.

- Cotisation à l'ordre ou un syndicat professionnel :

Déductible des résultats (par exemple Contribution URPS, FNI, SNIIL,...).

Contribution URPS non due pour les remplaçants.

- Local professionnel :

- déduction des loyers versés si cabinet loué à un tiers.

- déduction possible d'un « loyer à soi-même » si cabinet situé dans l'habitation dont vous êtes propriétaire (sous conditions).

- Forfait blanchissage :

L'Administration admet que les dépenses de blanchissage effectuées à domicile puissent être évaluées par référence aux tarifs pratiqués par les blanchisseurs, à condition de :

- justifier du nombre de blouses, draps, ...

- justifier du tarif (devis)

- comptabilisation mensuelle en comptabilité.

- Cotisations sociales :

Les régimes OBLIGATOIRES (base* = bénéfice + Cot. Madelin) :

Début d'activité : Base forfaitaire les deux premières années d'activité = 19 % du Plafond Annuel SS (PASS 2025 = 47 100 €)

[Les cotisations sont dues à l'URSSAF dès le 1^{er} jour de remplacement \(Rep ACOSS du 09/04/2019\).](#)

* A partir des revenus 2025, les bases de cotisations sociales et de CSG seront communes. L'assiette sera constituée du résultat avant déduction des cotisations sociales facultatives et obligatoires, auquel un abattement de 26 % sera appliqué (article 18 LFSS 2024).

- Allocations Familiales : 0 % sur les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de 0 % à 3,1 % pour les revenus compris entre 110 % et 140 % du plafond SS, 3,1 % au-delà

- CSG/CRDS : 9,7 % (Part déductible fiscalement = 6,8 %)

- Assurance Maladie : (Taux progressif de 0 % à 6,5 % dont 6,4 % de prise en charge par la CPAM*) + 0,3 % (Cotisation maladie-indemnités journalières) + taux progressif de 3,25 % à 9,75 % (Contribution additionnelle maladie) des revenus NON conv. ou dépassements

* Assiette de prise en charge = (revenu conventionné) x [1-(taux URSSAF / 1 + taux URSSAF)]

> Recouvrement par l'URSSAF

- Retraite de base : 8,73 % dans la limite de 1 plafond SS + 1,87 % dans la limite de 5 PASS (235 500 € pour 2025)

- Retraite complémentaire : 2 312 € + 3 % des revenus compris entre 25 246 € et 237 179 €.

- Prestations complémentaires de vieillesse : 222 € restant à charge (665 € - 2/3 pris en charge par la CPAM) + 0,40 % des revenus N-2 40 % de la base de calcul à la charge du professionnel.

- Régime Invalidité-décès : 1 022 €

> Recouvrement par la CARPIMKO

Pour un début d'activité au 01/01/2025	1ère année
Allocations Familiales*	- €
CSG - CRDS	868 €
- Dont CSG déductible	609 €
CFP	118 €
C.U.R.P.S. (taux 0,1% dans la limite de 236 € pour 2025)	9 €
Maladie y compris indemnités journalières*	57 €
Retraite de base*	948 €
Retraite Complémentaire	2 312 €
Prestations Complémentaires Vieillesse (PCV)	222 €
Invalidité décès - Indemnités Journalières*	1 022 €
TOTAL	5 556 €
Total si bénéfice de l'ACCRE	3 529 €

+ régularisation les années suivantes en fonction des revenus réels

* exonération de début d'activité possible

Cotisations FACULTATIVES Loi Madelin :

- Prévoyance (pensez à la mutuelle)

- Retraite / PER

- Perte d'emploi subie

Condition : être à jour de ses cotisations obligatoires.

INFIRMIER(E)

FICHE MÉTIER

Edition 2025

ARCOLIB
AU SERVICE DES ENTREPRISES, MICRO-ENTREPRISES
ET ASSOCIATIONS
www.arcolib.fr

Rennes	Vannes	Paris
8 pl. du colombier BP 40415 35004 RENNES Cedex	1 rue Anita Conti 56000 VANNES	15 avenue Trudaine 75009 PARIS
☎ 02 23 300 600	✉ contact@arcolib.fr	

(re)découvrez nos services + sur arcolib.fr

CSE, accompagnement des micro-entrepreneurs, des associations; réalisation d'ECF



1 – FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Pré-requis :

Justifier d'une expérience professionnelle en établissement de santé d'au moins 3 200 heures - 24 mois (2 400 heures - 18 mois pour les remplaçants) au cours des 6 dernières années (dérogations possibles).

A - Inscription au tableau de l'Ordre des Infirmiers

B - Inscription au Répertoire RPPS (auprès de l'ONI)

Pièces à fournir :

- Diplôme d'État Français, Suisse ou UE
- Carte d'identité
- Attestation d'inscription à l'Ordre
- Justificatifs d'activité (bulletins de salaires, ..)
- Pour les remplaçants : attestation sur l'honneur d'absence d'adresse professionnelle et demande écrite d'autorisation de remplacement

C - Inscription CPAM

Pièces à fournir :

- Diplôme d'État
- RIB du compte bancaire à usage professionnel
- Carte de Sécurité Sociale et Attestation Vitale
- Formulaire de demande de carte CPS (Prof. de Santé)
- N° d'inscription à l'Ordre.

https://installation-idel.ameli.fr/installation_idel/

D - Inscription URSSAF & CARPIMKO

Les démarches de création d'activité sont à réaliser en ligne auprès du guichet unique :

<https://formalites.entreprises.gouv.fr/>

E - Autres formalités

- Compte bancaire à usage professionnel (ouvrez un simple compte courant « classique » si admis auprès de votre banque)
- Pour les remplaçants : contrat de remplacement obligatoire si remplacements supérieures à 24 heures ou inférieures à 24 heures répétés (**Art R 4312-43 du Code de la Santé Publique**)
- Pensez aussi à votre adhésion à ARCOLIB, et aux services d'un cabinet comptable...

F – Aides CPAM

- Aide à la modernisation et à l'informatisation
- Contrat incitatif infirmier (3 000 € / an pendant 3 ans)
- Contrat d'aide à la première installation infirmier (37 500 € sur 5 ans)
- Contrat d'aide à l'installation infirmier (27 500 € sur 5 ans)
- Aide démarrage en pratique avancée (de 27 000 € à 40 000 €)

<https://ameli.fr/infirmier/>

2 - FISCALITÉ

I - LE RÉGIME MICRO-BNC

* Principe :

Régime simplifié d'imposition, le régime micro-BNC consiste en l'imposition des seules recettes encaissées auxquelles l'Administration applique un abattement forfaitaire de 34 % (Ainsi, le contribuable renonce à déduire les dépenses réellement payées et est imposé sur 66 % de ses recettes).



Si les frais réels (frais de voiture, cotisations sociales,...) excèdent 34 % des encaissements, ce régime n'est pas intéressant fiscalement.

* Conditions :

Le régime micro-BNC s'applique, en 2025, aux contribuables dont le chiffre d'affaires de 2024 ou de 2023 est inférieur au seuil de 77 700 €.

Pour les entreprises nouvelles, le régime micro est applicable les deux premières années d'activité quel que soit le chiffre d'affaires de ces deux années.



Le chiffre d'affaires de N est à ramener sur 365 jours en cas de début d'activité en cours d'année civile pour apprécier le bénéfice du régime micro-BNC en N+2.

II - LA DÉCLARATION CONTRÔLÉE (N°2035)

* De plein droit en 2025, lorsque les chiffres d'affaires de 2023 et de 2024 excèdent le seuil de 77 700 €.

* Sur option, lorsque le régime micro-BNC est applicable mais que le contribuable souhaite déduire ses frais réels.

Lorsqu'il est choisi sur option, le régime de la déclaration contrôlée est valable 1 an. De plus, pour revenir au micro-BNC (si possible en fonction des recettes), la dénonciation doit être faite dans les délais applicables au dépôt de la déclaration 2035 en 2025 pour les revenus 2025.

3 – ARCOLIB, au service de ses adhérents

Grâce à votre adhésion annuelle (198 € TTC pour 2025, 60 € l'année de création ou 36 € pour une micro-entreprise), bénéficiez de :

- Dynabuy : des avantages pour votre entreprise, vous et votre famille avec une centrale d'achat et un CE externalisé.
- Contactez-nous pour plus d'informations.



- Un ECF : ARCOLIB réalise, sur demande, un Examen de Conformité Fiscale pour limiter votre risque de contrôle fiscal, en lien avec votre expert-comptable le cas échéant. Cet examen, consistant en l'analyse de pistes désignées par l'Administration fiscale, est proposé pour 72 € TTC (84 € TTC pour un assujetti à TVA).

Plus d'infos sur www.fisca-pass.fr



- Et aussi de formations gratuites, de statistiques, d'une assistance en matière de comptabilité et fiscalité, l'accompagnement de votre association...

4 – CHARGES DÉDUCTIBLES

Sans être exhaustifs :

- Frais de véhicule :

Déduction des frais réels : Amortissement du véhicule (seulement si vous en êtes personnellement propriétaire), assurance, carburant, entretien, réparations, intérêts d'emprunt... Au prorata de l'usage professionnel... Mais calcul de plus ou moins-values en cas de changement de véhicule.

OU

Déduction du forfait kilométrique (Si Véhicule de Tourisme, dont vous êtes personnellement propriétaire ou crédit-preneur) : application du barème de l'Administration au kilométrage professionnel réalisé avec le véhicule

Kilométrage domicile-travail limité à 40 kilomètres si convenance personnelle (non limité à 40 kms pour les remplacements ponctuels)

Limitation à un Aller/Retour par jour SAUF horaires atypiques (tournées tôt le matin et tard dans l'après-midi)

- Frais de repas :

Repas pris seul : déductibles, pour la part supérieure à 5,45 € et inférieure à 21,10 € (pour 2025).

Exemple : repas de 10,00 € :

- Déductible : 10,00 – 5,45 = 4,55 € (TTC)

- Non déductible : 5,45 €

N.B. : Seuils revus chaque année

- Petit outillage :

Déduction immédiate en charges des matériels dont la valeur est inférieure à 500,00 € HT (600,00 € TTC) (sacoche, matériel professionnel).

Si valeur supérieure à 600,00 € TTC : Immobilisation avec déduction d'amortissements annuels (ordinateur ...).